

Les débuts du groupe socialiste romand de Berne (1913-1919)

Autor(en): **Pochon, Charles F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **5 (1988)**

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520219>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les débuts du groupe socialiste romand de Berne (1913-1919)

par Charles F. POCHON

La fondation, le 31 octobre 1913, d'une section socialiste de langue française de Berne, est intervenue dans des circonstances qui peuvent être résumées en cinq points :

Sur le plan démographique, la population de la ville de Berne n'a pas encore atteint 100'000 habitants. Elle croît et se diversifie. C'est ainsi que la proportion d'étrangers est supérieure à 10%, en majorité des germanophones venant des pays voisins.

Sur le plan économique, sans tenir compte du secteur primaire, déjà insignifiant, la poussée industrielle, constatée en 1900, fait place à une progression du tertiaire qui fait, déjà, vivre le 55% de la population.

Sur le plan politique, la gauche est active. Elle est unie dans l'Union ouvrière (Arbeiter-Union) qui groupe les organisations politiques, les syndicats et des groupements culturels. Le Parti socialiste, en progression, est en passe de conquérir la majorité absolue dans les autorités communales. Il compte plus de 2'000 membres (43% de son électorat) et occupe, en 1913, 36 des 80 sièges du Conseil général (Stadtrat) en face du Parti radical, aussi fort que lui, et du Parti conservateur, en déclin.

Sur le plan linguistique, le nombre de francophones a sensiblement augmenté depuis le début du siècle Il y en a 5'000 (plus de 5% de la population) et ils ont de plus en plus le désir de préserver leur identité culturelle et linguistique en constituant de nouvelles associations d'esprit romand. C'est ainsi que trois fondations ont eu lieu, en plus du Groupe socialiste romand, en 1913 : une société des Genevois, une troupe d'éclaireurs et une section de samaritains.

Sur le plan socialiste, l'aile droite, le Grütli, doit céder de plus en plus de terrain à l'aile sociale-démocrate, plus progressiste. En ville de Berne, la section politique de l'Union ouvrière est composée de huit sections socialistes de quartier (Mitgliedschaften), de trois sections de quartier du

Grütli, d'un groupe de femmes socialistes et d'une association ouvrière internationale (Internationaler Arbeiterverein).

La nécessité de faire pénétrer les idées socialistes dans un électorat francophone pas encore intégré et la volonté de faire progresser les idées sociales-démocrates au détriment de celles défendues par le Grütli ont amené la section socialiste du quartier Mattenhof, avec l'appui d'un membre romand du Comité directeur du Parti socialiste du canton de Berne, à convoquer une assemblée visant à la constitution d'une nouvelle section.

La séance constitutive

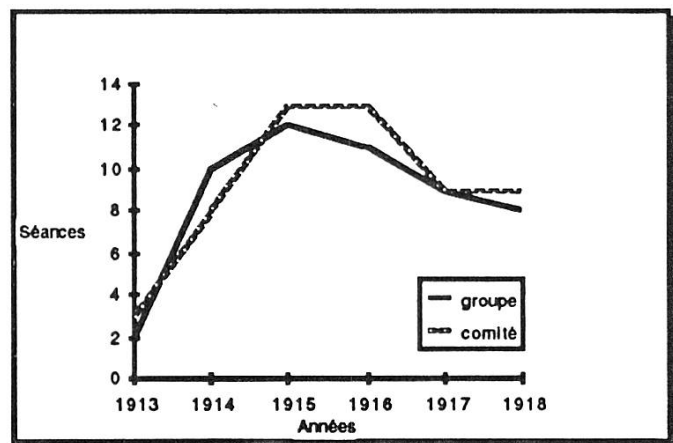
La première séance, qualifiée d'assemblée préparatoire, a eu lieu le 31 octobre 1913 au café Untere Meyerei. L'ouverture a été assumée par Konrad Ilg, qui était depuis peu à Berne après avoir milité pendant quelques années à Lausanne. Une liste d'adhésion au Parti socialiste bernois a été mise en circulation et a été signée par les dix-neuf personnes qui avaient répondu à l'invitation. La décision a été alors prise de constituer le Groupe socialiste romand de Berne, nom maintenu depuis lors. Un comité provisoire de cinq membres a été élu, puis Paul Gaudard, fonctionnaire communal et membre du Comité directeur du Parti cantonal, a présenté un exposé sur les buts du Parti socialiste. Après une discussion et diverses décisions administratives, la décision a été prise d'informer la *Berner Tagwacht* et *La Sentinelle* de la fondation du Groupe.

L'adhésion à l'Union ouvrière de Berne et au Parti socialiste cantonal, donc également au Parti socialiste suisse, allait de soit. Elle a pris effet au 1er novembre 1913¹.

L'activité démarre immédiatement

Dès le début, des séances sont organisées régulièrement chaque mois, préparées par le comité. On peut noter les séances suivantes de 1913 à 1918 :

L'activité militante n'était pas épuisée par la participation à ces séances. Il y a eu aussi des assemblées publiques à



Groupe socialiste romand

□□□

Berne, 14 décembre 1914.

M

Nous avons l'honneur de vous informer qu'avec le concours de l'**Union ouvrière de la Ville**, nous avons décidé de profiter plus souvent de la présence, à Berne, de nos conseillers nationaux pour organiser des conférences publiques sur les sujets les plus divers.

La première, à laquelle nous vous invitons cordialement, aura lieu **jeudi prochain, 17 courant**, à 8^{1/4} heures du soir, à la **Maison du Peuple** (*Volkshaus*), *Salle de l'Union, au II^{me} étage*.

Elle sera donnée par notre camarade

JEAN SIGG

*rédacteur du **Peuple Suisse** et conseiller national, de Genève*

sur la

Situation politique actuelle

sujet de la plus grande actualité pour tous ceux qui s'intéressent à la chose publique, au moment même où les nouvelles charges (impôts directs et indirects) vont pleuvoir sur les classes les moins privilégiées.

Le Comité.

organiser, des congrès auxquels il a fallu se rendre, la participation aux campagnes électorales et aux votations ainsi qu'aux cours de formation politique. Au surplus, toute une vie sociale s'est développée au sein du groupe romand : excursions en forêt avec les familles, fêtes, visites d'entreprises. Malgré le temps libre limité, certaines séances de comité avaient lieu le dimanche matin, une véritable fraternisation se développait entre les socialistes romands de Berne. Cela n'excluait pas certaines brouilles dont on trouve des traces dans les cahiers de procès-verbaux.

Cette activité intense n'était pas nécessairement récompensée par une participation active des membres aux séances. C'est ainsi, pour prendre un exemple parmi d'autres, que le rapport présidentiel pour 1916 remarque que «la fréquentation est restée aussi mauvaise qu'en 1915».

L'abstentionnisme est en partie explicable par le déroulement très formaliste des séances qui prévoient un ordre du jour administratif important. C'est pourtant la conséquence d'une volonté de manifester un esprit démocratique qui se traduit par des votes et, lors d'élections, par la présence de plusieurs candidats pour des fonctions au comité.

Des causeries concluent certaines séances. La présence de parlementaires romands est l'occasion de leur donner la parole. C'est ainsi que Jean Sigg, de Genève, a donné une conférence publique devant 80 personnes en décembre 1914. Charles Naine et Paul Graber ont aussi prêté leur concours à diverses reprises. Lorsque Konrad Ilg ou Robert Grimm, les chefs incontestés du Parti socialiste bernois à l'époque, assistaient aux séances, ils étaient toujours appelés à prendre la parole pour exposer le point de vue du parti sur des questions aussi bien locales que cantonales, nationales ou internationales.

La guerre ne passe pas inaperçue. A plusieurs reprises, il est question des réfugiés politiques. La séance du 15 septembre 1915 décide d'envoyer une protestation contre la décision du Conseil d'Etat vaudois obligeant l'instituteur Baudraz, objecteur de conscience, à démissionner de ses fonctions. La même assemblée décide «de faire des démarches auprès du camarade Grumbach, rédacteur de *l'Humanité* et député au Landtag d'Alsace pour une conférence». Le même Grumbach, qui résidait à Berne, est intervenu longuement à la séance du 20 décembre 1917 après un exposé de Paul Graber sur la révolution russe.

Le 8 octobre 1918, donc peu avant la grève générale, Charles Schurch expose son opinion sur le mouvement socialiste et ses différentes tendances. Pour terminer, mentionnons la séance du 24 juillet 1919 où les objets à l'ordre du jour du congrès du PSS des 16 au 18 août ont été traités. Après une longue discussion, l'assemblée a décidé, par 18 voix contre 4 avec quelques abstentions, de rejeter l'adhésion à la IIIe Internationale.

Les membres du groupe

Les effectifs ont crû lentement parce que des démissions compensaient les adhésions. Au 31 décembre 1913, 32 membres étaient enregistrés dans les effectifs du PSS. Il y en avait 60 dans l'état des membres en 1919. Au point de vue socio-professionnel, il y avait une majorité d'ouvriers qualifiés (typographes, mécaniciens), mais les représentants du tertiaire ont augmenté avec les années.

Il n'y a pas de femmes sur les listes de membres disponibles. Ce n'était pas une volonté de les tenir à l'écart, ainsi qu'en témoigne la décision du comité du 11 octobre 1916 qui constate que rien ne s'oppose à l'entrée de femmes au groupe romand.

Caractère particulier

Intégré au Parti socialiste de la ville de Berne, le Groupe socialiste romand de Berne n'oublie pas la Suisse romande avec laquelle la plupart des membres sont en contact. C'est ce qui explique le maintien d'abonnements et de soutiens à *La Sentinelle* puis, ultérieurement, au *Droit du Peuple*.

Le style très formaliste du mouvement ouvrier alémanique, inspiré par la sociale-démocratie allemande, a été assez largement assimilé par le Groupe socialiste romand de Berne, contrairement à ce que l'on constate en Suisse romande généralement.

Le contact régulier avec les parlementaires socialistes romands participant aux sessions du Conseil national ouvre des horizons plus larges que lorsqu'une section locale est laissée à elle-même. Cet élargissement de l'horizon politique sera encore plus marqué dans la période qui va de 1919 à 1936 au cours de laquelle deux membres du Groupe ont fait partie du Comité directeur du PSS, dont le siège avait été fixé à Berne².

SOURCES

Cahiers de procès-verbaux des assemblées du Groupe socialiste romand de Berne N° 1 (31. 10. 1913 – 15. 11. 1916) et N° 2 (6. 12. 1916 – 25. 7. 1919)

Cahiers de procès-verbaux du comité N° 1 et 2

Déclaration d'adhésion en 1913

Contrôle des cotisations de 1913 à 1919

NOTES

¹ Jahrbuch der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz und des Schweiz. Grütlivereins, pp. 85 et 114

Arbeiter-Union Bern Bericht für das Jahr 1913, p. 142

² Constant Frey : «Participation à la direction du PSS» in *La Sentinelle*, 2 octobre 1963.

